



DROIT SOCIAL

n° 6 - Juin 2018

TRIBUNE Héroïne du quotidien Pierre-Yves VERKINDT 489**DOSSIER** Loi de ratification 492 Dossier coordonné par Christophe RADÉ Pascal LOKIEC - Valérie BERNAUD - Bernard GAURIAU Franck PETIT - Audrey PROBST - Sébastien TOURNAUX ÉTUDES La RSE « à la française » : où en est-on ? Isabelle DESBARATS 525 <u>Droits et libertés</u> Le principe de non-discrimination en raison de l'âge doit constituer une liberté fondamentale . Nicolas MOIZARD 537 Le retour du licenciement abusif 541 Emmanuel DOCKÈS Les travailleurs des plateformes sont-ils des salariés? 547

Alexandre FABRÉ

Jean MOULY

Le consentement aux cotisations sociales Christophe WILLMANN

ACTUALITÉS

Sur la masse salariale, les subventions du comité d'entreprise et les salariés mis à disposition Raymonde VATINET Coût prévisionnel de l'expertise du CHSCT : où l'on voit la Cour de cassation mobiliser la Convention EDH pour « résister » au Conseil constitutionnel

574

559

572





Sommaire

Tribune

Héroine du quotidien

Pierre-Yves VERKINDT

Dossier

492 Loi de ratification

- 492 La loi de ratification, ultime étape?
 Pascal LOKIEC
- 493 Le Conseil constitutionnel valide pour l'essentiel la loi portant ratification des ordonnances réformant le code du travail
- 504 L'accord de performance collective depuis la loi n° 2018-217 du 29 mars 2018 Bernard GAURIAU
- 511 Les représentations élue et syndicale dans leurs derniers états Franck PETIT
- 516 Télétravail : ultimes modifications par la loi du 29 mars 2018 Audrey PROBST
- 520 Droit du licenciement : les derniers ajustements issus de la loi du 29 mars 2018 Sébastien TOURNAUX

Études

Sources

525 La RSE « à la française » : où en est-on ? Isabelle DESBARATS

Droits et libertés

537 Le principe de non-ciscrimination en raison de l'âge doit constituer une liberté fondamentale Nicolas MOIZARD

Contrat de travail

541 Le retour du licenciement abusif Emmanuel DOCKÈS

Index

Études

Emploi

547 Les travailleurs des plateformes sont-ils des salariés ? Alexandre FABRE

Sécurité sociale

559 Le consentement aux cotisations sociales Christophe WILLMANN

Actualités

Institutions représentatives du personnel

572 Sur la masse salariale, les subventions du comité d'entreprise et les salariés mis à disposition (Soc. 7 févr. 2018)



Raymonde VATINET

Santé-Sécurité

574 Coût prévisionnel de l'expertise du CHSCT :
où l'on voit la Cour de cassation mobiliser
la Convention EDH pour « résister » au Conseil
constitutionnel
(Soc. 28 mars 2018)
Jean MOULY



CONTRAT DE TRAVAIL

547 Qualification de la relation de travail

Travail par intermédiation numérique
Plateforme numérique
Statut des travailleurs
Jurisprudence

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

537 Discrimination = Discrimination en raison de l'âge =
Liberté fondamentale = Délimitation = Jurisprudence =
Bloc de constitutionnalité = Droit de l'Union européenne

ENTREPRISE

525 Généralités = Responsabilité sociale de l'entreprise = Cadre juridique = France = État des lieux

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

574 Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Expertise Coût prévisionnel Action en contestation

Point de départ Article 6-1 de la Convention EDH

Droit d'accès à un juge

INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL

572 Comité d'entreprise » Fonctionnement » Finances »
Subvention de fonctionnement » Assiette » Masse salariale »
Activités sociales et culturelles » Compte 641 »
Revirement de jurisprudence » Salariés mis à disposition

LICENCIEMENT

541 Licenciement économique = Licenciement abusif = Sanction = Article 1780 du code civil

SÉCURITÉ SOCIALE

559 Cotisation sociale - Généralités - Consentement - Contentieux

TRAVAIL.

- 489 Généralités = Actualité
- 492 Généralités = Code du travail = Réforme = Ordonnances du 22 septembre 2017 = Loi de ratification = Introduction
- 493 Généralités = Code du travail = Réforme = Ordonnances du 22 septembre 2017 = Loi de ratification = Conseil constitutionnel = Liberté syndicale = Principe de participation = Droit à la protection de la santé = Droit à l'emploi
- 504 Généralités Code du travail Réforme Ordonnances du 22 septembre 2017 • Loi de ratification • Accord de performance collective • Motivation • Contenu • Effet
- 511 Généralités = Code du travail = Réforme = Ordonnances du 22 septembre 2017 = Loi de ratification = Représentation du personnel = Comité social et économique = Délégué syndical
- 516 Généralités = Code du travail = Réforme = Ordonnances du 22 septembre 2017 = Loi de ratification = Télétravail = Cadre juridique
- 520 Généralités = Code du travail = Réforme = Ordonnances du 22 septembre 2017 = Loi de ratification = Droit du licenciement = Procédure = Définition du motif économique = Licenciement injustifié ou illicite
- 576 Généralités = Droit du travail = Ouvrage